



Le 11 janvier 2016

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Pour une vraie proximité du service public

Le besoin de service public est une réalité qui ne se dément pas. Le gouvernement le reconnaît en promouvant les « Maisons de services au public »... après avoir pourtant contribué à son tour à la désertification administrative d'une partie du territoire : 4000 en 1998, les « trésoreries » sont aujourd'hui 2500.

C'est au nom de la sacro-sainte réduction de la dépense publique que les contrôles ont été réduits ou « allégés », la mission dénaturée et les agents transformés en « presse-bouton » par une application Hélios qui organise le transfert de tâches vers les collectivités locales pour mieux poursuivre les suppressions d'emplois au programme de la DGFIP.

C'est toujours au nom de la même réduction de la dépense publique qu'il a fallu tenter de « désintoxiquer » l'usager du guichet, que les horaires d'ouverture ont été réduits et que, déjà, des trésoreries ont été fusionnées. Et depuis la loi du 20 décembre 2014, déni de service public sans considération pour ses agents et ses usagers, les collectivités locales peuvent recourir à des sociétés privées pour recouvrer leurs produits locaux.

Aujourd'hui, après la spécialisation et la concentration des activités hôpital et HLM, avec le mécano imposé de la réforme territoriale (grandes régions, métropoles, intercommunalités) sans compter les communes nouvelles, c'est à toujours plus de fusion de postes qu'est condamné le réseau. Et tout ceci sans se préoccuper des conditions de travail déplorables des agents obligés de conduire les opérations de fusion en un temps limité avec des moyens appauvris.

Pourtant, au quotidien, les agents continuent de se démener dans les « trésoreries » pour assister les élus locaux et leurs équipes parfois réduites à un agent à temps incomplet. Ils se débattent avec la dématérialisation. Ils sont également là pour tous ces usagers que le haut débit ne dessert pas.

Et demain ? Toujours moins d'emplois, toujours plus de concentration avec les projets de services facturiers à la mode SPL ? Inéluctables les conditions de travail qui ne s'amélioreront pas ainsi ? Et pourtant quelle meilleure porte d'entrée sur la diversité des services de la DGFIP qu'un service de proximité physique exercé par des agents de la DGFIP ?

Si les 36.000 communes de France sont le vivier d'une démocratie de proximité, les trésoreries sont un terreau qui les aident à vivre.

Le 26 janvier,

Toutes et tous en grève pour cette autre DGFIP, un service public qui se donne les moyens de son action et reconnaît l'engagement de ses agents au service de la collectivité.

Pour nous joindre : contact@solidairesfinancespubliques.fr